



CIRCULAIRE D'INFORMATION

Date

Mars 1972

Sujet

Enseignement et vulgarisation agricoles

Library reference copy

Not for loan

No.

37

INTRODUCTION

par

Michel Lambert
Agronome tropical

Un Séminaire régional sur les programmes d'enseignement agricole s'est tenu à Nouméa (Nouvelle-Calédonie) du 10 au 19 janvier 1972. Onze territoires du Pacifique y étaient représentés. La Commission du Pacifique Sud avait fait appel à deux consultants qui ont une connaissance très approfondie des problèmes de l'enseignement agricole dans la région :

- M. A. Sutherland, Maître de conférences d'agriculture à l'Ecole normale d'Armidale, Nouvelle-Galles du Sud (Australie),
- M. G.N. Bamford, Directeur de l'Ecole d'agriculture de Navuso (Fidji).

Les buts de l'enseignement agricole dans le Pacifique ont été étudiés avec beaucoup de soin par les délégués afin de définir un programme d'action valable et adapté aux besoins des territoires. Il est apparu alors que l'un des problèmes qui se posait avec le plus d'acuité était celui de la formation des jeunes ruraux quittant l'école. Cette période est critique car ils sont trop jeunes pour faire de l'agriculture ou participer aux activités des adultes.

Il est à prévoir d'ailleurs que l'augmentation démographique partout constatée et l'impossibilité de donner du travail à tous les jeunes dans les secteurs secondaire et tertiaire ne feront qu'aggraver le problème.

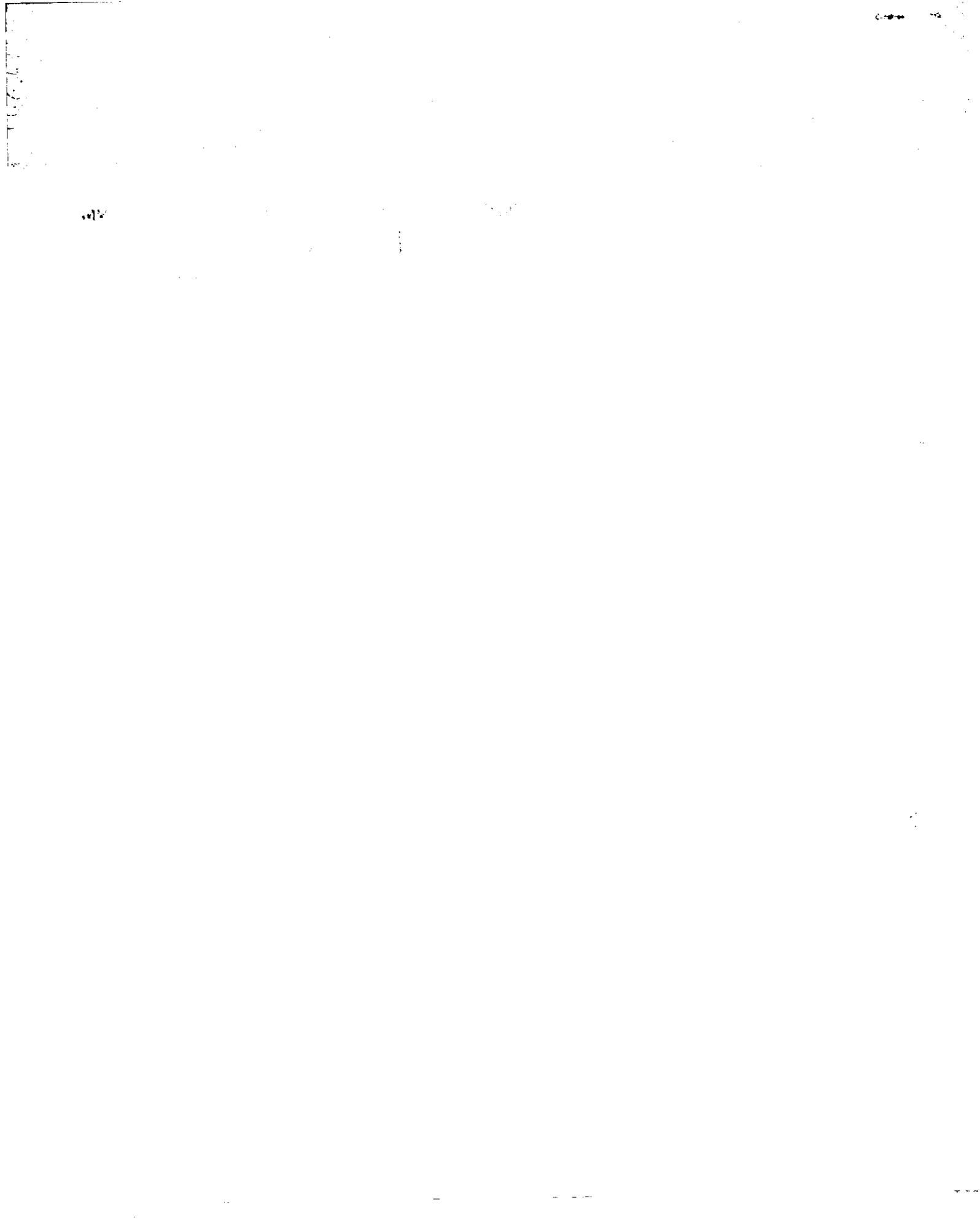
M. G.N. Bamford, très au courant de ces difficultés et profondément soucieux de l'avenir du monde rural océanien, propose des solutions concrètes. Qu'il en soit remercié !

SPC Library



41064

Bibliothèque CPS



LA FORMATION DES JEUNES RURAUX QUITTANT L'ECOLE

par

G.N. Bamford

Directeur de l'Ecole d'agriculture de Navuso
Fidji

L'une des caractéristiques du Pacifique Sud est l'accroissement rapide du nombre de jeunes ayant fait des études qui sont en quête de leur premier emploi ; cela tient d'une part à l'explosion démographique (qui atteint presque 4% par an dans certains pays), et d'autre part au développement de l'équipement scolaire qui permet aux enfants de fréquenter l'école en plus grand nombre et d'y rester plus longtemps.

Une autre caractéristique est l'incapacité du secteur "moderne" de procurer du travail à la grande majorité de ces jeunes, et ce en dépit de l'industrialisation, du tourisme et la mise en valeur des ressources minérales, activités qui sont toutes en expansion. La plupart de ces jeunes devront donc être absorbés par le secteur rural, en particulier par l'agriculture ainsi que par les services et industries qui s'y attachent.

Pour la majorité des jeunes ruraux, la période critique est celle qui suit immédiatement leur sortie de l'école car ils sont trop jeunes pour cultiver la terre ou fonder d'autres entreprises rurales, ou encore pour participer pleinement aux activités des adultes. Beaucoup d'entre eux s'en vont alors dans les centres urbains où leur présence crée de graves problèmes sociaux. Cet exode est inévitable, certes, mais on peut le freiner en offrant aux jeunes, dans les campagnes, des activités enrichissantes, tant psychologiquement que matériellement. Ces activités peuvent favoriser l'épanouissement de leur personnalité et leur indépendance économique tout en concourant au développement de la collectivité locale et du pays tout entier. Elles peuvent également fournir une occupation aux jeunes chômeurs qui finissent par revenir au village et dont l'oisiveté pourrait faire des éléments perturbateurs. Les gouvernements n'ont que trop souvent, par le passé, cherché à résoudre ce problème des jeunes quittant l'école par un ou deux ans de scolarité supplémentaire prenant parfois un caractère professionnel. Mais cela ne fait qu'ajourner la difficulté et n'aboutit, en fait, qu'à l'aggraver en donnant à ces jeunes de plus hautes aspirations à un emploi rémunéré dans le secteur moderne. En outre, ce n'est généralement pas une solution car le nombre des jeunes qui sont dans ce cas dépasse rapidement celui des établissements et des enseignants que les autorités sont en mesure de fournir.

On a aussi tenté d'attaquer le problème là où il se manifeste, c'est-à-dire en ville, par la création de clubs et de programmes de formation à l'intention des jeunes citadins, au lieu de le prendre à la source, c'est-à-dire au village.

C'est donc dans les secteurs ruraux qu'il faut chercher une solution en mettant sur pied des programmes de formation extra-scolaires.

QUELQUES SOLUTIONS POSSIBLES DU
PROBLEME DE LA FORMATION DES JEUNES RURAUX

Voici quelques-unes des formules adoptées dans les pays en voie de développement :

1. La mobilisation des jeunes

Cette solution a été retenue par plusieurs pays africains^{1/} qui se sont inspirés du mouvement des Jeunes Pionniers du Ghana, lancé en 1955. Il s'agit de rassembler un grand nombre de jeunes dans des camps de formation où, pendant un temps allant de un à trois ans, ils apprennent un métier et s'initient aux pratiques agricoles, tout en participant à des grands travaux de développement tels que la construction de routes et de barrages. Ces camps ont généralement un caractère paramilitaire.

Dans l'ensemble, c'est une formule onéreuse puisque les stagiaires sont logés, dont ne bénéficie qu'un nombre relativement faible de jeunes. Ils y acquièrent une certaine formation professionnelle, mais le problème de leur emploi à la sortie du camp n'est pas pour autant résolu.

A Ceylan, un programme en deux étapes a été lancé en 1969.

^{1/} Uganda National Union of Youth Organizations
Kenya National Youth Service
Malawi Young Pioneers
Zambia Youth Service
Tanzania National Service

Première étape - Service national

Il s'agissait d'employer les jeunes à la journée, dans leur village, à des travaux de développement. Ils recevaient une petite allocation journalière dont une partie était retenue et versée à un fonds de prêts destiné à les aider lorsqu'ils voudraient fonder eux-mêmes une entreprise. Ils gagnaient en outre des "points" ou unités de valeur qui leur permettaient d'accéder à la :

Deuxième étape - Stage en internat où ils devaient apprendre un métier.

Le service national a été abandonné au bout de douze mois mais pendant ces douze mois 40.000 jeunes, à raison de 25.000 par jour, ont participé à des travaux qui, une fois achevés, ont été évalués à 2,9 millions de roupies.

A Fidji, on a proposé de mobiliser les jeunes pour des projets de développement, notamment de reboisement.

A notre avis, cette mobilisation a peut-être sa place dans un programme de formation d'ensemble, mais le problème essentiel, c'est d'occuper les stagiaires car ce genre de programme n'offre pas, en général, un nombre suffisant d'emplois.

2. Les collectivités agricoles

Plusieurs pays d'Afrique et d'Asie ont mis sur pied des programmes de colonisation agraire pour les jeunes chômeurs de 17 à 25 ans. Une tentative couronnée de succès est celle d'Ihala Hewessa à Ceylan où 54 colons ont, après avoir défriché la terre ensemble, reçu des titres de propriété individuels. Un fonctionnaire s'occupe de la gestion de l'affaire pendant les cinq premières années mais la responsabilité en est progressivement remise aux jeunes colons eux-mêmes, par l'intermédiaire de leur coopérative.

Dans l'Etat malais de Pahang, plusieurs programmes de plus grande envergure sont en cours. Au Sarawak, 400 jeunes gens vont être installés sur une terre qui sera plantée de palmiers à huile ; ils deviendront actionnaires de cette plantation collective dont ils fourniront également la main-d'oeuvre.

Cette formule, bien que souvent séduisante sur le plan politique, a probablement connu plus d'échecs que de succès. Il faut en effet d'importantes mises de capitaux, on n'atteint qu'un nombre limité de jeunes et, bien souvent, des problèmes sociaux surgissent du fait de l'absence du cadre de discipline qu'imposent les adultes.

3. Les centres de formation itinérants

Il s'agit d'une nouvelle formule mise au point en Thaïlande où, depuis onze ans, le Ministère de l'éducation nationale fait circuler des écoles professionnelles itinérantes. Des écoles agricoles itinérantes vont être introduites cette année. L'antenne mobile s'installe dans un centre rural pendant douze mois, les stagiaires y suivent des cours à raison de trois à cinq heures par semaine et passent le reste de leur temps à faire des travaux pratiques "à la ferme", sous surveillance.

4. La vulgarisation intensive

Cette formule, mise au point à Ceylan en 1964, convient aux jeunes de 18 à 25 ans. Elle consiste à envoyer un agent vulgarisateur dans une localité où il suivra de près trente à quarante jeunes pendant une période pouvant atteindre deux ans. Il s'agit d'installer ces jeunes sur une exploitation rentable où ils passent la majeure partie de leur temps et suivent les cours théoriques et pratiques obligatoires lorsque les travaux de la ferme leur en laissent le loisir. Ils s'initient non seulement à l'agriculture mais aussi à d'autres travaux non spécialisés qu'un campagnard doit être capable d'exécuter. Ce genre de formation n'exige pas d'installations très compliquées : il suffit d'une salle de classe, d'une salle commune ou d'un simple abri.

Pendant ou après cette période de vulgarisation intensive, les stagiaires spécialement doués ou ayant des besoins particuliers peuvent être sélectionnés pour faire un bref stage de perfectionnement dans une école pratique d'agriculture.

Une telle solution ne convient évidemment qu'à une région de population assez dense où les facteurs socio-économiques sont favorables ; mais elle a l'avantage de se réaliser "en situation" et d'être peu coûteuse.

5. Les mouvements de jeunesse rurale

La cellule de base de ces mouvements est le club du village, mais ces clubs peuvent être organisés à l'échelon du district ou du pays tout entier. Ces mouvements sont surtout axés sur la participation des jeunes à des entreprises économiques, ce qui

n'exclut pas les activités culturelles et sociales. Dans le cas des garçons, on insistera sur les connaissances agricoles pratiques mais l'on y ajoutera les arts manuels, les métiers utiles dans la petite industrie villageoise et l'instruction proprement dite. Les jeunes filles seront, elles aussi, occupées à des entreprises économiques, dont certaines seront agricoles tandis que d'autres toucheront à l'artisanat et à l'industrie familiale. Les arts ménagers auront évidemment une place de choix dans leur formation.

Les programmes doivent toujours être adaptés aux besoins des divers groupes d'âge. En général, les jeunes de 13 à 17 ans préfèrent les activités collectives tandis que ceux de 18 à 25 ans sont plus attirés par les activités individuelles.

L'encadrement des clubs est essentiellement bénévole mais il faut pouvoir bénéficier des conseils d'animateurs professionnels de jeunes.

Voici quelques exemples de mouvements :

Mouvement des jeunes agriculteurs en Inde

Mouvement 4 H en Corée du Sud

Section Taruna Bumi du Mouvement Gerakan Pramuka en Indonésie.

Cette formule des mouvements de jeunesse présente divers avantages :

- i) La formation se fait sur place, dans le milieu villageois. On évite ainsi de retirer le jeune de son milieu familial pour le mettre dans une institution, ce qui risque, s'il y reste trop longtemps, de l'amener à se sentir étranger chez lui. La formation au village permet en outre au jeune de gagner de l'argent tout en apprenant, ce qui le met en mesure non seulement de s'installer à son compte mais de participer de façon constructive à la vie de sa famille et de son village. Le service civique peut occuper une place de choix dans les programmes des clubs qui peuvent, par exemple, installer l'adduction d'eau au village, assurer la réfection des routes, tenir la comptabilité des mutuelles de crédit ou réparer des bâtiments scolaires.

- ii) Le prix de revient par stagiaire est faible puisqu'il n'y a pas besoin d'installations et d'équipement compliqués et que l'encadrement est en grande partie bénévole.
- iii) Un très grand nombre de jeunes peuvent y participer.
- iv) Il est possible de sélectionner, d'après leur comportement dans les entreprises économiques et les autres activités, les sujets qui ont la maturité d'esprit, les aptitudes et les possibilités matérielles (terrains, capitaux, engagements, etc.) voulues pour tirer profit d'une formation plus poussée.
- v) La participation des jeunes à l'élaboration des programmes et à l'encadrement des clubs et l'exécution de projets individuels peuvent développer chez eux l'esprit de décision et le sens des responsabilités. Outre qu'elle favorise l'épanouissement de la personnalité, cette formation prépare les jeunes gens à leur rôle de citoyen.
- vi) Les mouvements de jeunesse peuvent être un très utile élément d'union de la jeunesse et favoriser la naissance d'un esprit national, surtout dans les pays dont la population est divisée en plusieurs ethnies ou tribus.

Deux éléments sont essentiels au succès d'un mouvement de jeunesse rurale :

A. L'appui du public

Il est indispensable que le public lui accorde un appui actif :

- i) Pour assurer l'encadrement des groupes par des adultes ; s'il est difficile, au début, de trouver cet encadrement dans le village, il faudra peut-être faire appel à l'instituteur ou à l'agent vulgarisateur local ; les groupes consultatifs d'adultes sont un excellent moyen d'obtenir la participation des gens plus âgés ;
- ii) Pour fournir des moyens matériels, notamment des terres pour les projets agricoles, et un lieu de réunion - par exemple une salle de classe ou une maison commune ;

iii) Pour éviter l'élargissement du fossé entre jeunes et adultes et l'éclatement de la société. C'est là un des principaux dangers que présentent les groupes de jeunes. Or, les mouvements de jeunesse existant dans le Pacifique se caractérisent par un éventail d'âges très ouvert et les adultes d'un certain âge peuvent toujours en faire partie. Il faut certes éviter que ces adultes n'occupent une position dominante, mais leur présence a certains avantages.

B. Appui du gouvernement

Cet appui est indispensable à plusieurs égards :

a) Formation

- Des spécialistes des activités pour jeunes ruraux

Cette formation doit être donnée dans deux grands domaines qui sont :

1°) l'agriculture

2°) l'encadrement des jeunes (organisation théorique et pratique d'un club, dynamique de groupe, sociologie, etc.)

Le rôle de ces spécialistes est multiple :

- diriger et conseiller les clubs locaux ;
- organiser des cours de formation pour les stagiaires et les cadres bénévoles ;
- organiser des journées sportives, des rallies, des compétitions - par exemple :
"La Foire agricole" aux Samoa américaines ;
- assurer la liaison des clubs avec d'autres organismes et les services du gouvernement, par exemple le service de vulgarisation, la caisse de crédit agricole, les offices de commercialisation, la conservation foncière, etc. ;
- coordonner les activités du club à l'échelon du district et du pays tout entier à mesure que le mouvement s'étend.

- Des cadres bénévoles et des membres des clubs

Il importe de prévoir de brefs stages de formation pour ces deux catégories. Pour pouvoir prétendre à une telle formation, les membres doivent avoir mené à bien une entreprise et fait ainsi la preuve de leurs aptitudes et de leur goût pour l'agriculture ou pour des activités apparentées. Les écoles pratiques d'agriculture doivent s'attacher de plus en plus à soutenir les activités au niveau du village. Elles offriront ainsi leur enseignement à des jeunes gens d'esprit mûr (de 17 à 25 ans) au lieu d'essayer de former, comme à présent, des adolescents qui sortent de l'école et n'ont en général guère réfléchi à leur avenir.

b) Financement

- L'appui financier du gouvernement est nécessaire non seulement pour l'organisation ou le financement partiel d'établissements et de programmes de formation mais aussi dans d'autres domaines :

- i) Subventions pour l'organisation de journées sportives, démonstrations, concours, etc. ;
- ii) Participation aux investissements nécessaires pour réaliser des projets rentables ou à la création d'une caisse de prêts ;
- iii) Subvention pour l'achat de l'équipement nécessaire aux activités des clubs.

c) Personnel

Il faut des vulgarisateurs et des spécialistes pour
1°- former puis suivre les stagiaires ; 2°- donner les conseils nécessaires.

d) Moyens d'information et documentation

Rares sont les villages de la région qui n'ont pas la radio ; or, celle-ci permet une action très utile :

émissions éducatives, mais aussi informations sur des réalisations individuelles ou collectives particulièrement brillantes, interviews, etc. Tout cela rehausse le prestige des membres et du mouvement et donne plus d'intérêt à la vie rurale. La création de groupes d'écoute radiophonique et de discussion peut être utile.

Les publications sont, elles aussi, de précieux moyens d'instruction et d'information ; elles permettront à beaucoup de jeunes de parfaire l'instruction acquise à l'école primaire ou au moins de ne pas oublier ce qu'ils ont appris.

Quelle que soit la formule adoptée, il importe qu'elle réponde aux besoins locaux et aux caractéristiques socio-culturelles de l'endroit. Comme les programmes extra-scolaires sont chose toute nouvelle dans la plupart des pays de la région, il est indispensable de commencer par des projets pilotes dans des régions choisies avec soin où l'état d'esprit des habitants et les facteurs socio-économiques sont favorables. Toute expansion ultérieure exigera l'appui actif des dirigeants du pays, non seulement pour voter les crédits nécessaires mais pour faire accepter au public cette forme nouvelle d'éducation, qui se fait hors de l'école.

DEJA PARUS DANS CETTE SERIE

	<u>Sujet</u>
1. Session annuelle du Comité de l'OIE. Rapport de l'observateur de la CPS (septembre 1968)	Production et santé animales
2. Publications de la Commission du Pacifique Sud (octobre 1968)	Publications
3. La plongée en apnée - Ses accidents (mars 1969)	Santé publique
4. Niveau "A" : Notification de l'Australie relative aux règlements sur la péripneumonie bovine (mars 1969)	Information phyto- et zoosanitaire
5. Rapport sur un voyage fait à Nouméa, à Brisbane, dans le Territoire de Papouasie et Nouvelle-Guinée et dans le Protectorat britannique des îles Salomon (mars 1969)	Cultures tropicales
6. Niveau "A" : L'enseignement agricole - Bulletin No. 1 (avril 1969)	Enseignement et vulgarisation agricoles
7. Le rôle des aéronefs dans l'introduction et la propagation des culicoides et d'autres espèces d'insectes (mai 1969)	Santé publique
8. Les maladies diarrhéiques chez l'adulte (mai 1969)	Santé publique
9. Niveau "A" : L'enseignement agricole - Bulletin No. 2 (mai 1969)	Enseignement et vulgarisation agricoles
10. Niveau "A" : L'enseignement agricole - Bulletin No. 3 (novembre 1969)	Enseignement et vulgarisation agricoles
11. Stages d'études sur la vulgarisation agricole - Samoa occidentales (mai 1969)	Enseignement et vulgarisation agricoles
12. Asian-Pacific Weed Science Society (décembre 1969)	Cultures tropicales
13. Situation et potentiel de l'industrie des piments dans les îles Salomon sous protectorat britannique (janvier 1970)	Cultures tropicales

- | | |
|---|--|
| 14. Planification de l'emploi dans le Pacifique Sud (mars 1970) | Général |
| 15. Citernes à eau en fibre de verre renforcée (avril 1970) | Génie de santé publique |
| 16. Congrès mondial de la jeunesse (mai 1970) | Questions de jeunesse |
| 17. Nouvelles et opinions tirées des revues (juin 1970) | Santé publique |
| 18. Progrès réalisés dans la prévention du rhumatisme articulaire aigu et des cardiopathies rhumatismales chroniques aux îles Fidji (juin 1970) | Santé publique |
| 19. Problèmes de santé publique posés par la blennorragie et la syphilis (juin 1970) | Santé publique |
| 20. Aspects cliniques et diagnostic de la lèpre (juin 1970) | Santé publique |
| 21. Les insectes et la lutte antivectorielle (juin 1970) | Santé publique. Hygiène du milieu et lutte contre les vecteurs |
| 22. Maladies de l'arbre à pain (juin 1970) | Cultures tropicales |
| 23. Deuxième consultation mondiale sur la sélection des arbres forestiers (juillet 1970) | Forêts |
| 24. Recherche agronomique (juillet 1970) | Cultures tropicales. Production et santé animales |
| 25. Etoile de mer épineuse (juillet 1970) | Pêches |
| 26. Etoile de mer épineuse - La contre-attaque (septembre 1970) | Pêches |
| 27. Procédé simple à utiliser sur le terrain pour mesurer le degré de salinité de l'eau (décembre 1970) | Santé publique |
| 28. La communauté asiatique de la noix de coco (janvier 1971) | Cultures tropicales |
| 29. Conférence régionale FAO/OIE sur les épizooties en Asie, en Extrême-Orient et en Océanie (janvier 1971) | Production et santé animales |

- | | |
|--|---|
| 30. Lutte contre les ennemis des végétaux
(janvier 1971) | Cultures tropicales
Quarantaine végétale
et animale |
| 31. Effet de la méthode de culture et du
diamètre du jeune plant sur le rendement
de <u>Colocasia esculenta</u> (février 1971) | Cultures tropicales |
| 32. Coquillages et santé publique (avril 1971) | Santé publique |
| 33. Lutte contre les mauvaises herbes (août 1971) | Cultures tropicales |
| 34. Taro (août 1971) | Recherche agronomique |
| 35. L'envoi d'échantillons de virus (août 1971) | Quarantaine végétale
et animale |
| 36. La sclérose latérale amyotrophique et le
syndrome parkinsonien avec démence, à Guam
(septembre 1971) | Santé mentale |
| 37. Programmes de formation pour les jeunes
ruraux quittant l'école (mars 1972) | Enseignement et
vulgarisation agricoles |